

Bulletin Académique N°7  
SNUEP-FSU  
23 septembre 2011

26, rue Paul Mamert  
05 56 68 98 91  
snuepaquitaine@gmail.com

## Rentrée 2012 : **ALERTE ROUGE...**

Depuis plusieurs mois, nous vous alertons sur les conditions de la rentrée 2012 dans nos établissements d'enseignement professionnel, suite à la généralisation du Bac pro 3 ans et au dégonflement de la « bulle » superficielle créée par le chevauchement des BEP/Bac Pro 2/Bac pro 3. Aujourd'hui, nous avons des éléments de plus en plus concrets puisque c'est le Recteur lui-même qui l'a annoncé : moins 1600 capacités d'accueil dans nos lycées (barre basse).

Nous rendant ces jours-ci dans plusieurs établissements de l'académie, ce sont même les chefs d'établissement qui en témoignent et qui précisent les conséquences sur les postes : moins 2 à 3 ici, moins 3 ou 4 là, moins 8 dans un établissement du sud de l'académie...!!!

On ne peut donc que « féliciter » les signataires du protocole d'accord sur la rénovation de la voie professionnelle : voilà une réforme « impeccable » pour encourager les suppressions de postes d'enseignants dans la droite ligne de ce que le gouvernement pratique depuis plusieurs années !!! Pourtant, en octobre 2007, un de ces syndicats, le Snetaa pour ne pas le citer, écrivait ceci, comme s'il avait déjà tout compris : « Mais, même s'il se déclare « sensible » aux éléments de ce rapport (NDLR : de l'IG), le ministère continue sur sa lancée : ainsi dès la rentrée prochaine serait mis en place, principalement en Communication et Comptabilité, la filière Bac Pro 3 ans. Il serait si raisonnable de penser que ce qui ne marche pas dans le secteur industriel a toutes les chances de ne pas réussir dans le tertiaire... Le Bac Pro 3ans impliquera de facto la disparition du BEP, soit disant en raison du manque de débouchés dans certaines spécialités... Ce futur nouveau Bac Pro, réduit à 3 ans, est dans l'optique du futur bac unique du lycée unique, où la formation professionnelle ne serait qu'une option parmi d'autres. Ainsi chacun sent bien que le choix gouvernemental est au cœur du débat sur l'avenir de la formation professionnelle initiale. Qu'on ne s'y trompe pas, la généralisation du Bac Pro 3 ans, à laquelle s'ajoutera dans le même temps l'augmentation massive des lycées des métiers, préfigure la nouvelle structure de la formation professionnelle qui vise à démanteler le modèle de préparation au métier... A tout cela, le Snetaa-Eil dit NON ! » AP n°489 Et dans l'académie de Poitiers, même refrain sur le Bac pro 3 ans: « Il entraîne la mort du BEP, il conduit à des suppressions massives de postes et du corps des PLP, il déprofessionnalise l'Enseignement professionnel et condamne les L.P. par leur transformation en lycées polyvalents, il oriente systématiquement tous les jeunes en seconde qui deviendra indifférenciée pour construire le lycée unique avec un bac à options, il rejette les jeunes en difficultés hors du système scolaire vers l'apprentissage... Mobilisons-nous contre ce projet. » EP 362 / 22 novembre 2007.

Que de lucidité dans l'analyse...pour aboutir en décembre 2007 à signer à ce sujet, avec le Sgen-Cfdt et le Snpden-Unsa, le protocole de discussion puis le protocole d'accord ...!!! Les promesses n'engagent...

**Aujourd'hui, l'heure est à la mobilisation : dès le premier CA de rentrée, demandez en question diverse les conséquences qu'auront dans votre établissement le passage généralisée au Bac Pro 3 ans. Si pas de CA, demandez un CA extraordinaire. Puis réunissez-vous en assemblée générale ou en groupe de travail pour réagir : faire des propositions pour la future carte des formations, travailler avec les parents, sensibiliser les médias, demander des audiences...Le SNUEP-FSU sera là pour vous accompagner dans toutes ces démarches et réflexions comme il sera là quand il faudra réagir de façon forte et collective (comme nous l'avons déjà fait par le passé).**

Dans quelques mois, des collègues très proches (voire vous-même) seront touchés par des MCS...Et l'on fera alors miroiter à quelques-uns le recours à...l'apprentissage ! Vous voyez bien l'embrouille : c'est exactement à cela que le gouvernement voulait arriver !

Nous espérons, Chers et Chères Collègues que vous vous souviendrez de tout cela au moment des élections professionnelles et que vous apporterez votre complet soutien à ceux, comme le SNUEP-FSU, qui n'ont pas voulu vous entraîner dans de telles dérives.

**TOUS EN GREVE LE 27 SEPTEMBRE**

**Pour un autre budget et pour d'autres réformes du système éducatif.**

## TOUS EN GREVE le 27 SEPTEMBRE :

**Bordeaux** : manifestation 11h30 Rectorat de Bordeaux **Périgueux** : AG 10h Bourse du Travail. Manifestation Palais de Justice 11h30 **Agen** : Rassemblement à 10h30 Place de la Mairie - Pique-nique à 12h et AG des grévistes place de la Préfecture **Pau** : AG salle 708 à 9h au complexe de la République. Rassemblement à 10h30 devant le complexe de la République en direction de l'IA. A l'issue de la manifestation, un pot sera organisé au local de la FSU 66 rue Montpensier. **Bayonne** : AG à 9h salle 3 de la Bourse du Travail. Rassemblement et manifestation prévus au départ de la Bourse du travail **Mont de Marsan** : Rendez-vous à 10h30 devant l'IA

## INSCRIPTIONS CONCOURS

Les inscriptions aux **concours internes** et aux concours de recrutement de conseillers d'orientation psychologues seront enregistrées du jeudi 15 septembre 2011, à partir de 12 heures, au jeudi 27 octobre 2011 avant 17 heures, heures de Paris.

## CONTRACTUELS

Lu dans le Canard Enchaîné du 14/09: « La fonction publique compte 891000 contractuels, des salariés précaires auxquels Sarko avait promis, début 2010, une belle loi facilitant leur titularisation. Près de deux ans ont passé et, nous disent « Les Echos » du 8/9, le gouvernement a annoncé que le texte tant attendu « devrait être examiné à l'automne au Parlement pour une promulgation espérée fin janvier au plus tard ». Le texte pourrait »déboucher sur 50000 titularisations » en 2012. A ce train-là, il faudra bien un deuxième quinquennat à Sarko pour que sa promesse soit entièrement tenue. »

## PRECAIRES

« Cela ressemble un peu à l'histoire de l'arroseur arrosé. Hier, la cour d'appel de Pau a condamné le ministère de l'Éducation nationale à verser des indemnités de licenciement entre 6 500 et 9 000 euros à quatre anciens employés de vie scolaire (EVS) qui travaillaient dans l'Agglo de Pau. Motif : absence de formation !

L'histoire remonte à 2009 à la suite du non-renouvellement du contrat de plusieurs employés de vie scolaire, affectés dans des écoles pour des tâches administratives, et le cas échéant liées à l'accueil d'élèves handicapés. En l'occurrence, les quatre EVS qui viennent de gagner en appel travaillaient tous dans des écoles, à Pau à Henri-IV et au Trianon, mais aussi à Sauvagnon et Ogeu. Cela, même si leur établissement de rattachement était le lycée Bayonnais Paul-Bert, qui centralise tous les contrats d'EVS, lequel est du coup condamné en tant qu'employeur... » Lire la suite dans le Sud-Ouest du 21 septembre.